

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Les-victimes-invisibles-de-la-guerre-civile-colombienne>

Les victimes invisibles de la guerre civile colombienne

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 10 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Haut Commissariat aux réfugiés recense 2 à 3 millions de déplacés en Colombie. Des réfugiés à l'intérieur de leur pays abandonnés par l'Etat.

Par Simon Petite

[Le Corrier](#), 5 Février 2004

Les déplacés par la guerre civile colombienne sont totalement oubliés. Voilà le constat dressé hier, à Genève, par le haut commissaire adjoint aux réfugiés, de retour d'une mission en Colombie. Kamel Morjane s'est notamment rendu dans la province du Chocó (Nord-Ouest) : « Les déplacés -pour la plupart indigènes ou afro-américains- se trouvent dans une situation critique. Dans cette région reculée, ils sont coupés de toute aide humanitaire. »

Sur place, le fonctionnaire du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) a dénoncé le blocus que subissent ces communautés. La faute aux check-points installés par les différentes parties liées au conflit : armées régulières et paramilitaires d'extrême droite d'un côté, guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) de l'autre.

« Les gens que j'ai rencontrés veulent redevenir des citoyens à part entière », relève M. Morjane. Le HCR participe à une campagne visant à refaire des papiers aux déplacés. L'agence onusienne n'entend pas pour autant se substituer à l'Etat colombien. « C'est à lui d'assurer un accès à la santé ou à l'éducation », selon M. Morjane. Le haut commissaire adjoint a répété au président Alvaro Uribe que « pour le HCR, une personne cesse d'être déplacée, non pas avec le temps, mais lorsqu'elle regagne ses droits ».

Le gouvernement recense un million de déplacés à l'intérieur de la Colombie. Ils sont deux à trois fois plus nombreux, selon le HCR. Durant la visite de M. Morjane, les autorités se sont félicitées de la baisse des nouveaux déplacés en 2003 : 172000 Colombiens ont été chassés de chez eux l'année dernière, soit 40% de moins qu'en 2002.

Une « amélioration » que le gouvernement attribue à son programme « Sécurité démocratique » qui accorde des pouvoirs accrus à l'armée. Difficile, pourtant, de ne pas voir l'effet des négociations menées par Alvaro Uribe avec les groupes paramilitaires, responsables de la majorité des atteintes aux droits humains. Ces pourparlers devraient permettre de blanchir les paramilitaires, dénoncent des ONG comme Human Rights Watch.

Hier, M. Morjane n'a pas démenti les chiffres avancés par le Gouvernement colombien. Il a toutefois relevé que la présence en force de l'armée isolait davantage certaines communautés déplacées. « On ne résoudra pas ce conflit avec des mesures sécuritaires », a encore déclaré le haut commissaire adjoint.

Même si le nombre des nouveaux déplacés diminue, l'ampleur du problème augmente. Le HCR est donc bien décidé à poursuivre son engagement pour soulager ce qu'il considère comme la pire crise humanitaire du continent américain. Actuellement, l'agence onusienne consacre 5,6 millions de dollars par année pour les déplacés internes et presque autant pour les Colombiens réfugiés dans les pays limitrophes.